

## **Adoption des Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) : défis, enjeux et implications.**

### **Adoption of International Public Sector Accounting Standards (IPSAS): Challenges, Issues, and Implications**

**ADDOU Nesrine Saliha<sup>1</sup>, FELA Ayachi <sup>2</sup>**

<sup>1</sup> Université d'Oran 2 Mohamed Ben Ahmed, Nouvelle tendance et défis des politiques de développement en Algérie (NTDPA), Algérie, addou.nesrine@univ-oran2.dz.

<sup>2</sup> Université d'Oran 2 Mohamed Ben Ahmed, Nouvelle tendance et défis des politiques de développement en Algérie (NTDPA), Algérie, fela.ayachi@univ-oran2.dz

Reçu le : 26-09-2025

Accepté le : 27-11-2025

#### **Résumé :**

*L'adoption des Normes Comptables Internationales (IPSAS) est cruciale pour moderniser la gestion financière publique mondiale. Ces normes améliorent la transparence, la qualité et la comparabilité des informations financières publiques. Cependant, leur mise en œuvre soulève des problèmes technologiques, humains, institutionnels et budgétaires importants. Des exemples de nations telles que le Kenya, le Ghana, la Nouvelle-Zélande, la Tunisie, l'Algérie et la France démontrent la nécessité d'une approche progressive, d'une forte volonté politique et de réformes structurelles. Cet article utilise une méthodologie structurée (IMRAD) basée sur une revue de la littérature pour examiner en profondeur les enjeux, les difficultés et les effets de la mise en œuvre des IPSAS dans divers contextes nationaux.*

**Mots Clés :** *IPSAS, comptabilité publique, transparence financière, gestion publique, réforme comptable.*

**Jel Classification Codes :** *H83, M41, H61, G38.*

#### **Abstract:**

*The adoption of International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) is crucial for modernising global public financial management. These standards improve the transparency, quality, and comparability of public financial information. However, their implementation raises significant technological, human, institutional, and budgetary issues. Examples from nations such as Kenya, Ghana, New Zealand, Tunisia, Algeria, and France demonstrate the need for a gradual approach, strong political will, and structural reforms. This article uses a structured methodology (IMRAD) based on a literature review to thoroughly examine the issues, challenges, and effects of implementing IPSAS in various national contexts.*

---

<sup>1</sup> **Auteur Correspondant :** ADDOU Nesrine Saliha, addou.nesrine@univ-oran2.dz.

**Keywords:** *IPSAS, public accounting, financial transparency, public management, accounting reform.*

**Jel Classification Codes :** *H83, M41, H61, G38.*

## **Introduction :**

La gestion des finances publiques est un élément clé de la gouvernance démocratique et du progrès économique mondial. Les gouvernements s'efforcent de moderniser leurs systèmes comptables et leurs rapports financiers pour répondre aux exigences croissantes de transparence, de responsabilité et d'efficacité dans l'utilisation des fonds publics. Le secteur passe de la comptabilité de caisse traditionnelle à des systèmes plus complets et fiables, ce qui affecte la confiance individuelle et la durabilité des politiques publiques.

Traditionnellement, la comptabilité publique ne comptabilise les recettes qu'au moment des prélèvements ou des recettes, empêchant ainsi une analyse complète des actifs, des passifs et de la performance opérationnelle des organisations publiques. L'État a fait de la modernisation des finances publiques une priorité depuis plusieurs décennies en raison de la pression de la société civile pour une meilleure gestion de la performance et une plus grande responsabilité envers les citoyens et les autorités financières.

Le Conseil international des normes comptables (IPSASB) produit les Normes comptables internationales (IPSAS) depuis 1990, principalement basées sur la comptabilité d'exercice, qui standardisent les procédures comptables mondiales en définissant l'identification, la mesure, la présentation et le partage des données financières selon des principes universellement acceptés. Ces normes améliorent la transparence budgétaire, permettent la comparabilité inter-juridictionnelle, augmentent la responsabilité gouvernementale et encouragent l'investissement, en particulier dans les pays en développement.

Les acteurs internationaux comme la Banque mondiale, l'OCDE et les Nations Unies encouragent l'adoption des IPSAS, ce qui représente une étape stratégique dans la restructuration des systèmes de finances publiques. Cependant, ce processus est difficile et dépend fortement des réalités nationales, des coûts importants, de la résistance institutionnelle, des limitations techniques et juridiques, ainsi que de l'expertise spécialisée.

Les IPSAS présentent une approche agile pour l'exécution des responsabilités, offrant une perspective plus dynamique et complète sur les ressources et obligations publiques. Cependant, la mise en œuvre expose des problèmes pratiques liés aux méthodes d'application, aux investissements nécessaires, aux impacts sur le personnel et à la capacité de l'administration à gérer ce changement.

Dans ce contexte, plusieurs questions fondamentales méritent d'être examinées : quels sont les enjeux et bénéfices liés à l'adoption des normes IPSAS ? Quels obstacles institutionnels, techniques et humains freinent leur mise en œuvre effective ? En quoi les IPSAS peuvent-elles contribuer à améliorer la transparence, la gouvernance et la gestion des finances publiques ? Enfin, quels enseignements tirer des expériences nationales et internationales en la matière ?

L'article propose une analyse complète des défis, enjeux et implications de la mise en œuvre des IPSAS, basée sur une revue documentaire actualisée et une analyse comparative de divers cas nationaux (Kenya, Ghana, Nouvelle-Zélande, Brésil, Tunisie, Algérie et France). L'objectif est d'identifier les facteurs clés de succès, les obstacles récurrents et les stratégies de soutien efficaces.

Cette étude s'inscrit dans une démarche qualitative visant à explorer en profondeur les dynamiques, défis et implications liés à l'adoption des normes IPSAS dans différents contextes nationaux. Elle combine trois méthodes complémentaires : une revue de littérature systématique, une analyse documentaire institutionnelle et une étude de cas comparative.

L'approche méthodologique s'articule autour de trois axes : une revue systématique de la littérature académique et professionnelle portant sur les normes IPSAS, la réforme de la comptabilité publique, la transparence financière et la gouvernance publique ; une analyse documentaire de rapports émanant d'organisations internationales telles que le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'IFAC et l'IPSASB, ainsi que des documents de politique publique publiés par des États engagés dans la réforme ; enfin, une étude de cas comparative portant sur un panel de pays ayant adopté, en totalité ou partiellement, les IPSAS, afin d'identifier les trajectoires d'adoption, les obstacles rencontrés et les facteurs de succès.

Les données mobilisées dans cette recherche proviennent exclusivement de sources secondaires fiables et diversifiées, notamment : des publications scientifiques (articles, ouvrages, mémoires, thèses) sur la comptabilité publique, les normes internationales et les réformes financières ; des documents législatifs et réglementaires relatifs aux systèmes comptables nationaux et à l'implémentation des IPSAS ; des rapports et notes techniques d'organisations internationales (FMI, Banque mondiale, OCDE, IFAC, Nations Unies) ; ainsi que des études de cas documentées dans la littérature grise ou institutionnelle.

Les cas étudiés ont été sélectionnés pour leur diversité géographique et institutionnelle, incluant des pays en développement (Kenya, Ghana, Maroc, Tunisie, Algérie), des pays développés (Nouvelle-Zélande, France) et des pays émergents à structure fédérale (Brésil).

L'analyse s'appuie sur une approche thématique et comparative, organisée selon les objectifs de l'étude. Elle vise à identifier les tendances communes et les différences significatives dans les processus d'adoption des IPSAS ; mettre en lumière les facteurs facilitateurs ou freinants l'implémentation selon les contextes étudiés ; et évaluer les effets perçus de l'adoption des IPSAS sur la transparence budgétaire, la performance comptable et la gouvernance publique.

Les thèmes analysés ont été extraits à l'aide d'une grille d'analyse construite sur la base des axes théoriques et empiriques définis dans la problématique et les objectifs de la recherche.

## Résultats

Les Normes internationales de comptabilité du secteur public (IPSAS), rédigées par le Conseil des normes comptables internationales du secteur public (IPSASB) sous l'égide de l'IFAC, constituent aujourd'hui la référence mondiale pour la réforme de la comptabilité publique. Leur objectif est de promouvoir une comptabilité d'exercice fiable, harmonisée et transparente. Cette réforme vise à moderniser la gestion financière publique, renforcer la comparabilité internationale et restaurer la confiance dans la gestion publique après plusieurs crises financières.

L'analyse documentaire, ainsi que les études de cas choisies, met en évidence une série de résultats importants sur l'utilisation des normes IPSAS. Il y a cinq domaines principaux sur lesquels reposent ces résultats : motivations, bénéfices observés, défis rencontrés, modèles d'adoption et le rôle des acteurs internationaux. L'analyse est également favorisée par des observations transversales.

### 1. Enjeux de l'adoption des IPSAS

Les États sont motivés à adopter les IPSAS en raison des dynamiques de modernisation internes et des pressions externes. Les principales raisons incluent l'amélioration de la transparence budgétaire et de la qualité de l'information financière, la confiance des gestionnaires de fonds internationaux et des investisseurs, l'alignement avec les meilleures pratiques internationales dans un environnement mondialisé, et le respect des conditions imposées par les institutions financières internationales qui soutiennent l'adoption de normes comptables basées sur la comptabilité de performance.

### **1.1 Transparence, redevabilité et lutte contre la corruption**

L'un des facteurs les plus importants dans l'adoption des normes IPSAS est le renforcement de la transparence financière et de la reddition des comptes au sein des administrations publiques. Contrairement à la comptabilité de caisse, qui a historiquement dominé le secteur public, les IPSAS reposent sur la comptabilité d'exercice (comptabilité de l'engagement), ce qui permet la reconnaissance des droits et obligations indépendamment des flux de trésorerie. Ce passage marque une rupture significative dans la gouvernance comptable.

Le cœur du système IPSAS, la comptabilité de l'exercice, permet une évaluation approfondie des actifs, des passifs, des droits et des responsabilités tout en fournissant une image précise de la situation financière des entités publiques (Leung, Chan & Cheng, 2022; IFAC, 2023).

Ces données financières complètes et consolidées permettent : d'améliorer la transparence des obligations futures (en particulier les pensions ou les dettes impayées) ; de prévenir la dissimulation des obligations non comptabilisées ; et de renforcer la qualité des contrôles internes et externes, y compris le contrôle citoyen.

Comme le souligne le FMI (2024), cette transparence a un impact structurel sur la lutte contre la fraude et la corruption. Des informations financières complètes réduisent les zones d'opacité budgétaire, facilitant ainsi l'exercice du contrôle par les citoyens et les institutions gouvernementales. Par ce biais, les IPSAS contribuent à l'établissement d'un environnement administratif plus responsable et éthique.

L'expérience de nations comme la Nouvelle-Zélande, qui a ouvert la voie à la mise en œuvre complète des IPSAS, démontre que l'accès à des informations comptables normalisées aide à renforcer la confiance des investisseurs et des citoyens tout en soutenant la gestion budgétaire (Heald & Georgiou, 2011). En créant des états financiers accessibles, comparables et exécutoires, les IPSAS renforcent le devoir des gestionnaires publics, qui sont désormais tenus de rendre compte de toutes les ressources mobilisées et des engagements contractés.

### **1.2 Comparabilité, harmonisation et attractivité internationale**

Améliorer la comparabilité des états financiers est un autre objectif clé de l'adoption des IPSAS. La normalisation des procédures comptables permet de comparer les performances financières des entités publiques non seulement entre elles, mais aussi avec les normes internationales ou les pratiques du secteur privé. Cette comparabilité est essentielle pour les bailleurs de fonds, les agences de notation et les organisations internationales qui évaluent la solvabilité d'un État ou conditionnent l'aide financière à la qualité des informations fournies.

Les IPSAS introduisent référentiel commun qui facilite la lecture, l'analyse et la vérification des comptes publics au niveau international (Gutiérrez & Martínez, 2023). Elles permettent les éléments suivants : une analyse transfrontalière standardisée ; une transparence accrue pour les investisseurs ; et une évaluation améliorée des risques par les partenaires internationaux.

La Banque mondiale (2021) affirme que cette harmonisation comptable renforce la crédibilité financière des États et leur notation souveraine, facilitant ainsi l'accès aux marchés de capitaux. L'adoption des IPSAS a été un facteur déterminant pour accéder à l'aide internationale et au financement multilatéral dans plusieurs pays africains, tels que le Kenya et le Ghana (Polzer et al., 2021).

De plus, l'orientation vers un point de référence reconnu internationalement encourage la coopération régionale et l'intégration économique. Elle encourage l'adoption d'indicateurs partagés, le partage des meilleures pratiques et la participation à des projets internationaux financés par des partenaires multilatéraux.

### **1.3 Modernisation de la gestion publique et optimisation financière**

Au-delà de la transparence et de la comparabilité, les IPSAS sont un outil transformateur pour la gestion publique. Elles permettent une évaluation plus approfondie des ressources publiques et une meilleure planification budgétaire en promouvant une approche patrimoniale basée sur la comptabilité d'exercice.

Les principaux objectifs sont de : améliorer la valorisation du patrimoine de l'État ; anticiper les engagements futurs ; gérer les actifs et passifs publics de manière proactive ; et renforcer la discipline budgétaire.

La mise en œuvre des IPSAS fournit aux décideurs des outils de pilotage plus fiables basés sur des données comptables consolidées et vérifiables. Cette évolution soutient l'introduction de la logique de performance, la responsabilité des gestionnaires publics et la mesure des résultats à travers des indicateurs de performance financière, comme l'ont noté Bierstaker & Herrera (2021) et l'OCDE (2021).

De plus, la comptabilité publique moderne permet une meilleure allocation des ressources, y compris dans un contexte de raréfaction budgétaire. Grâce à des rapports financiers certifiés conformes aux normes internationales, cela renforce également la capacité des administrations à répondre aux besoins des bailleurs de fonds. Cela aide à maximiser les marges financières de l'État et à renforcer la légitimité des politiques publiques.

Dans l'ensemble, l'adoption des normes IPSAS aborde plusieurs enjeux, notamment la modernisation de la gestion publique, l'amélioration de la comparabilité internationale et le renforcement de la transparence et de la fiabilité. Ces enjeux sont interconnectés et contribuent à une refonte complète de la gouvernance financière publique. Les résultats empiriques des nations leaders montrent des avantages observables en termes de restraint fiscal, d'activité financière et de confiance publique.

## **2. Défis de l'adoption des normes IPSAS**

Bien qu'elle soit annoncée comme une étape significative vers la modernisation et la transparence financière, la mise en œuvre des normes IPSAS fait face à de nombreux défis durables. Ces défis, présents tant dans les économies développées que dans les économies en développement, comme la Tunisie, l'Algérie ou le Ghana, découlent de contraintes techniques, humaines, institutionnelles et financières et nécessitent des approches intégrées pour les surmonter. L'analyse comparative des expériences nationales (Kenya, Ghana, Nouvelle-Zélande, Tunisie, Algérie et France) permet d'identifier les blocages les plus courants :

### **2.1 Contraintes techniques et organisationnelles**

De plus, la gestion parallèle de la comptabilité budgétaire et patrimoniale accroît la charge technique. Dans les pays francophones comme l'Algérie ou la Tunisie, où la gestion publique

reste historiquement centrée sur le suivi budgétaire, cette articulation reste un défi méthodologique. La migration des données historiques vers les nouveaux référentiels, leur fiabilisation, ainsi que la cohérence inter-systèmes sont autant de facteurs critiques identifiés, y compris dans des pays techniquement avancés comme la Nouvelle-Zélande (Lourenço et al., 2015).

L'une des premiers freins réside dans la technicité inhérente des IPSAS. Les normes exigent la consolidation des entités publiques, la valorisation des actifs incorporels, la comptabilisation des passifs éventuels et des instruments financiers —tous nécessitant des connaissances avancées en comptabilité (Epstein & Mir, 2020; KPMG, 2023). Cette complexité est doublée par des contraintes technologiques majeures. Les systèmes d'information conçus pour la comptabilité de caisse sont incompatibles avec la logique de la comptabilité d'exercice dans la majorité des administrations. Moderniser ou remplacer ces logiciels est un processus laborieux, coûteux et techniquement complexe (PwC, 2023).

De plus, la gestion parallèle de la comptabilité budgétaire et patrimoniale augmente la charge technique. Cette articulation reste un défi méthodologique dans les pays francophones comme l'Algérie et la Tunisie, où la gestion publique a historiquement été centrée sur l'observance budgétaire. Certains facteurs critiques qui ont été identifiés incluent la migration des données historiques vers de nouveaux points de référence, leur fiabilisation, et la cohérence inter-systèmes, y compris dans des nations techniquement avancées comme la Nouvelle-Zélande (Lourenço et al., 2015).

## **2.2 Défis humains et culturels**

La dimension humaine est également décisive. La mise en œuvre des IPSAS nécessite certaines compétences en comptabilité publique internationale qui sont actuellement rares dans les administrations publiques, en particulier en Afrique du Nord et subsaharienne (Mwangi et al., 2022 ; Sarr & Ndiaye, 2023). Les programmes de formation initiaux et continus sont souvent insuffisants, et les cursus nationaux n'incorporent pas encore systématiquement les références aux IPSAS.

De plus, la résistance au changement se produit fréquemment. Les agents publics habitués à la reddition de comptes basée sur comptabilité de caisse peuvent percevoir la réforme comme une cause d'instabilité, de complexité ou de contrôle accru. Cette résistance provient d'une culture administrativement ancrée qui n'est pas très habituée à l'évaluation patrimoniale ou à la logique de performance. Plusieurs expériences (Kenya, Tunisie) soulignent que l'adhésion du personnel dépend fortement de la qualité l'accompagnement, de la clarté des objectifs et de l'existence de mécanismes de sensibilisation appropriés (Christiaens et al., 2015).

## **2.2 Contradictions institutionnelles et juridiques**

L'adoption des IPSAS implique également un changement significatif du cadre institutionnel et législatif. Il vise non seulement à intégrer les normes internationales dans les textes réglementaires nationaux, tels que les lois financières, les plans comptables et les procédures budgétaires, mais aussi à revoir la répartition des responsabilités, les processus de validation et les mécanismes de contrôle (OCDE, 2022 ; FMI, 2024). Cette exigence suppose à la fois une forte volonté politique et des capacités techniques juridiques internes. Dans certaines situations, comme en Algérie, l'absence d'un cadre législatif unifié ou l'existence de normes contradictoires entre les ministères a entraîné une mise en œuvre disjointe et quelque peu incohérente. Inversement, des nations comme la France et la Nouvelle-Zélande ont pu

s'appuyer sur des mécanismes de gouvernance transfrontaliers et des lois de programmation (Benito & Brusca, 2011). Les rigidités administratives, telles que les silos organisationnels, les conflits de compétence et la mauvaise coordination, entravent fréquemment le processus de réforme, en particulier en l'absence d'une autorité centrale de pilotage.

### **2.3 Défis financiers et coûts de transition**

Enfin, la réforme des IPSAS met en évidence des défis budgétaires importants. Pendant la phase de transition, la formation, le développement, la mise en œuvre et la maintenance des systèmes d'information, le soutien technique et la production parallèle des états financiers représentent des coûts extrêmement élevés. Bien que les ressources publiques soient déjà limitées, ces dépenses sont fréquemment sous-estimées lors de la planification (PwC, 2023). Les expériences du Ghana et du Kenya démontrent que la réforme peut être difficile à mettre en œuvre sans soutien financier extérieur. Cependant, la question de la durabilité à long terme et du transfert de compétences est soulevée par la dépendance prolongée à l'assistance technique. Les investissements nécessaires ont fréquemment été bloqués par des arbitrages budgétaires défavorables dans des pays comme la Tunisie ou l'Algérie, et l'absence de plan de financement pluriannuel a rendu difficile la stabilisation des ressources allouées à la réforme (Heald & Georgiou, 2011).

En conclusion, il existe des obstacles significatifs, structurels et étroitement liés à l'adoption des normes IPSAS. Au lieu de le réduire à un problème de conformité comptable, ils mettent en œuvre des changements systémiques qui affectent les infrastructures, les pratiques professionnelles, la culture organisationnelle et les réglementations institutionnelles. Les cas du Kenya, du Ghana, de la Nouvelle-Zélande, de la Tunisie, de l'Algérie et de la France démontrent que le succès d'une telle réforme dépend d'une vision intégrée, d'un leadership rigoureux, d'un soutien humain continu et d'une mobilisation budgétaire soutenue. Sans ces prérequis, la mise en œuvre des IPSAS risque de rester exclusive, symbolique, ou techniquement insoutenable.

## **3. Implications de l'adoption des IPSAS**

La mise en œuvre des normes IPSAS représente un changement structurel significatif pour les systèmes de gestion financière publique. Ces normes, qui mettent l'accent sur l'exercice de la responsabilité, visent à accroître la transparence, l'exhaustivité, la comparabilité et l'accessibilité des informations mesurables tout en favorisant une gestion axée sur la performance et les résultats. Les expériences de nations telles que la Nouvelle-Zélande, le Ghana, le Kenya, la Tunisie, l'Algérie et la France permettent d'évaluer les implications aux niveaux technique, institutionnel et stratégique (FMI, 2024 ; OCDE, 2023). L'analyse suivante met en évidence les conditions préalables à une réforme réussie et souligne les principaux effets causés par l'adoption des IPSAS dans divers domaines.

### **3.1 Transformation de la qualité de l'information financière**

L'amélioration significative de la qualité de l'information financière est l'un des effets les plus importants de la mise en œuvre des IPSAS. Une image plus réaliste et complète de la situation financière d'une entité publique est obtenue en intégrant les actifs, les passifs, les droits et les obligations sur une base d'exercice. De plus, cette méthode facilite la création de bilans consolidés incluant les entités publiques contrôlées, ce que les modèles de comptabilité de caisse ne font souvent pas.

Pour améliorer la gestion des risques budgétaires, la Nouvelle-Zélande, leader dans ce domaine, a adopté des états financiers consolidés au niveau de l'ensemble du secteur public (Christiaens

et al., 2015). Ce renforcement de la fiabilité de l'information a également permis d'améliorer les notations souveraines du pays (Banque mondiale, 2024). Une meilleure prise de décision est rendue possible par cette évolution, notamment en ce qui concerne des dettes contingentes et d'évaluation des engagements à long terme, selon l'OCDE (2021).

### **3.2 Renforcement de la gouvernance et lutte contre la corruption**

Les normes IPSAS sont des normes de transparence financière permettant le suivi des flux financiers et des engagements publics, contribuant à la réduction des zones opaques souvent liées à la fraude ou aux pratiques corruptives. Ils facilitent des audits externes rigoureux, la reddition des comptes claire et un contrôle parlementaire détaillé (IFAC, 2023).

L'intégration progressive des Normes Internationales de Comptabilité du Secteur Public (IPSAS) au Ghana et en Tunisie a été perçue comme un outil de moralisation de la vie publique, répondant aux demandes croissantes de transparence de la société civile (Bierstaker & Herrera, 2021 ; Sarr & Ndiaye, 2023). En particulier, la Tunisie priorise l'amélioration de la gouvernance financière comme une priorité dans sa stratégie de réforme minutieuse (FMI, 2024).

### **3.3 Effets sur la gestion budgétaire et la planification stratégique**

La présentation d'une comptabilité en droits constatés offre ainsi aux gouvernements des instruments enrichis de projection budgétaire, comme l'estimation des engagements à venir, les prévisions de plans d'amortissements d'actifs, voire les prévisions de charges relatives aux retraites et garanties publiques.

La planification de moyen terme en Nouvelle-Zélande dépend des informations comptables d'exercice qui améliorent la coordination entre la programmation budgétaire et la gestion de la dette (Liguori et al., 2012). La Banque mondiale (2024) affirme que les IPSAS soutiennent une discipline budgétaire solide qui réduit les influences politiques à court terme dans les décisions d'investissement.

### **3.4 Nécessité d'un accompagnement continu**

La réussite de la transition vers les IPSAS dépend largement des dispositifs d'accompagnement mis en place : formation, assistance technique, guides de mise en œuvre et mise à niveau des systèmes d'information.

Le ministère des Finances algérien a dirigé plusieurs programmes de formation pour soutenir les tests initiaux d'application des normes IPSAS dans les établissements publics économiques selon l'OECD 2023. L'IFAC a identifié que la combinaison d'un soutien continu pour les comptables publics avec des partenariats internationaux a été essentielle pour stabiliser les résultats de la réforme au Kenya en 2023.

### **3.5 Implications institutionnelles et politiques**

La réussite de l'adoption de l'IPSAS est conditionnée par une bonne volonté politique ainsi que par une gouvernance institutionnelle transparente.

La coordination ministérielle, la création de comités de pilotage ainsi que l'inscription de réformes dans les lois de finances constituent les leviers primordiaux afin de faire en sorte que le processus soit cohérent et légitime (IMF, 2024).

Grâce à des projets pilotes structurés, la Direction Générale des Finances Publiques en France a joué un rôle clé dans la mise en œuvre progressive et l'expérimentation des normes comptables basées sur l'exercice (Sarr & Ndiaye, 2023). En Tunisie, un projet pilote interministériel a permis de rassembler les différents acteurs publics autour d'un objectif commun de modernisation.

### **3.6 Adaptation contextuelle et approche progressive**

L'implémentation des IPSAS ne peut être standardisée : elle doit prendre en considération le contexte qui inclut le degré de maturité des administrations, l'existence de données historiques suffisantes pour préparer des états financiers en comptabilité d'exercice et la disponibilité de systèmes informatiques bien fonctionnels.

Le Ghana, par exemple, a mis en place une feuille de route en trois phases sur dix ans, intégrant expérimentation, expansion à l'ensemble des entités publiques et changements de la loi (Polzer et al., 2021). Cette approche par phases a aidé à éviter les perturbations majeures tout en maintenant une direction stable. Christiaens et al. (2015) soulignent l'importance de définir des objectifs réalisables à chacune des étapes qui n'imposent pas une conformité immédiate aux normes complètes.

En définitive, l'adoption des normes IPSAS représente une étape majeure vers la modernisation de la gestion publique qui changera la manière dont les finances publiques sont enregistrées, analysées et pilotées. Néanmoins, selon les expériences internationales, ce changement nécessite une forte implication politique, une adaptation au contexte national et un soutien institutionnel rigoureux. Loin d'être une simple réforme technique, la mise en œuvre des IPSAS est un projet de transformation institutionnelle qui est évalué en fonction de la confiance du public, de l'efficacité et de la transparence (IMF, 2024 ; World Bank, 2024).

## **4. Comparaison internationale des trajectoires d'adoption des normes IPSAS : Enjeux, défis et implications**

L'adoption des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) ne suit pas un chemin homogène à travers le monde. Elle s'inscrit dans des dynamiques nationales fortement conditionnées par la structure institutionnelle, les capacités administratives, les orientations politiques, ainsi que le contexte socio-économique propre à chaque pays. Cette diversité se manifeste dans les stratégies d'implémentation, les rythmes d'exécution et les résultats observés. L'étude comparative des cas de la Nouvelle-Zélande, du Kenya, du Ghana, du Brésil, de la Tunisie, de l'Algérie et de la France permet de dégager les facteurs explicatifs de ces trajectoires différenciées, en identifiant les leviers d'appropriation ainsi que les obstacles systémiques à la réforme.

### **4.1 Nouvelle-Zélande : Réforme holistique et gouvernance proactive**

La Nouvelle-Zélande fait figure de précurseur, avec une adoption intégrale des IPSAS en comptabilité d'exercice dès les années 1990. La réforme engagée dépasse le simple cadre comptable, s'inscrivant dans une logique de transformation de la gestion publique, englobant la gouvernance, les systèmes d'information et la culture organisationnelle (Christiaens et al., 2015).

Facteurs de succès : Stabilité institutionnelle pérenne, Leadership politique affirmé, Modernisation continue des systèmes d'information (Otopah, 2023).

Enjeux stratégiques : transparence accrue, consolidation de la confiance citoyenne et internationale, amélioration de la qualité du reporting, et optimisation de l'accès aux marchés financiers (OCDE, 2021).

Défis persistants : maintien de la formation continue, adaptation aux évolutions normatives, et investissements technologiques récurrents.

Impact observé : amélioration de la notation souveraine, réussite de la consolidation comptable, et reconnaissance internationale en matière de reddition des comptes (IFAC, 2024 ; 2025).

#### **4.2 Kenya : Réforme accélérée sous l'impulsion d'un appui externe structuré**

Le Kenya a initié une adoption formelle des IPSAS en base d'exercice en 2024, avec pour objectif une conformité complète d'ici 2027, conformément à une feuille de route gouvernementale (PFMRC, 2022 ; Kiptoo, 2025).

Architecture institutionnelle : la création du Public Sector Accounting Standards Board (PSASB) témoigne d'un effort de structuration interne de la réforme (IFAC, 2024).

Partenariats stratégiques : l'assistance technique et financière de la Banque mondiale, du FMI et de la GIZ a constitué un levier déterminant dans la phase de lancement (AB Magazine, 2025). Objectifs poursuivis : Renforcement de la transparence budgétaire, Gestion efficace des ressources publiques, Rétablissement de la confiance des citoyens et des bailleurs (Kiptoo, 2025).

Contraintes techniques : Intégration partielle du système IFMIS, insuffisance de compétences en comptabilité d'exercice, Résistances culturelles internes à l'administration (Njuguna & Matengo, 2025).

État d'avancement : premiers états financiers IPSAS attendus pour juin 2025, avec une conformité intégrale visée pour mi-2027 ([accrualaccounting.go.ke](http://accrualaccounting.go.ke), 2024).

#### **4.3 Ghana : Approche séquentielle dans un cadre institutionnel renforcé**

Au Ghana, la réforme s'est amorcée avec la promulgation de la Public Financial Management Act en 2014, adoptant une démarche progressive orchestrée par l'ICAG et le CAGD (Andrews & Bawa, 2021).

Méthodologie adoptée : feuille de route graduelle (2020–2024), accompagnée d'un processus de renforcement des capacités et d'une coordination interinstitutionnelle structurée.

Enjeux clés : amélioration de la fiabilité des données financières, consolidation de la crédibilité du reporting public et attraction des investissements directs étrangers (PFM Ghana, 2024).

Défis majeurs : Insuffisance du financement de la réforme, pénurie de ressources humaines qualifiées, difficultés de coordination entre les entités étatiques.

Perspectives : stabilisation du cadre légal, renforcement des dispositifs de formation, et finalisation de la transition prévue pour fin 2024 (Agusto & Co., 2024 ; Alessa et al., 2025).

#### **4.4 Brésil : Architecture hybride dans un contexte fédéral pluriel**

Le Brésil illustre la complexité de l'implémentation des IPSAS dans une configuration fédérale fortement décentralisée. Plutôt qu'une adoption uniforme, le pays privilégie une approche hybride encadrée par le *Manual de Contabilidade Aplicada ao Setor Público* (MCASP) (Pereira & Alves, 2022).

Configuration actuelle : combinaison de comptabilité de caisse et d'exercice, selon les niveaux de gouvernement (fédéral, étatique, municipal).

Contraintes structurelles : Fragmentation des systèmes d'information, absence de mécanisme de supervision centralisé, hétérogénéité des capacités institutionnelles (Lima & Cavalcante, 2023 ; TCU, 2021).

Objectifs poursuivis : offrir une visibilité consolidée des finances publiques, tout en respectant l'autonomie des entités fédérées.

Limites : bien que pragmatique, l'approche hybride ralentit l'harmonisation complète et réduit les effets d'une réforme uniforme (IFAC, 2022 ; Alessa et al., 2025).

#### **4.5 Tunisie : Réforme postrévolutionnaire en quête de structuration**

La Tunisie, dans le sillage de la révolution de 2011, a entrepris une réforme progressive de son système comptable, avec l'appui de la Banque africaine de développement. Des états patrimoniaux expérimentaux ont été produits à titre pilote (Trabelsi et al., 2022 ; BAD, 2019).

Environnement contraint : Instabilité politique chronique, fragmentation des rôles institutionnels, faiblesse du système d'information comptable et budgétaire.

Avancées notables : élaboration d'états patrimoniaux tests et introduction partielle d'indicateurs de performance (OCDE, 2021).

Enjeux structurants : amélioration de la reddition des comptes, modernisation des processus budgétaires, et rationalisation du pilotage stratégique.

Limites : absence de généralisation nationale et nécessité d'une gouvernance centralisée pour étendre la réforme (IFAC, 2024).

#### 4.6 Algérie : Expérimentation fragmentée et obstacles structurels profonds

L'expérience algérienne, amorcée avec la loi de finances 2008, repose sur des projets sectoriels sans vision stratégique intégrée. L'implémentation reste limitée et éparse (Bouzidi, 2021 ; IFAC, 2022).

Freins identifiés : Cloisonnements institutionnels rigides, obsolescence du système SIGFIP, pénurie de professionnels maîtrisant la comptabilité d'exercice.

Objectifs visés : renforcer la transparence budgétaire et se rapprocher des standards internationaux.

Prérequis : pilotage centralisé, engagement politique affirmé, et investissement ciblé dans la formation et les infrastructures numériques.

Constat : l'absence de cadre stratégique opérationnel cohérent limite toute avancée significative (Belkacem et al., 2023 ; Alessa et al., 2025).

#### 4.7 France : Hybridation normative dans un cadre légal structurant

La France adopte une approche d'inspiration IPSAS tout en préservant ses spécificités nationales à travers le dispositif de la LOLF (2001) (Mazars, 2021).

Avancées concrètes : Publication des comptes consolidés de l'État, déploiement du budget vert intégrant des objectifs de durabilité, renforcement des dispositifs de contrôle interne (Cour des comptes, 2022).

Contraintes persistantes : Dualité entre comptabilité budgétaire (caisse) et patrimoniale (comptabilité d'exercice), résistances institutionnelles et culturelles à une réforme intégrale (Dabbène & Martini, 2020 ; Casta & Colas, 2023).

Enjeux actuels : amélioration du pilotage de la performance publique et renforcement de la redevabilité financière.

Tendance : convergence progressive vers les référentiels de comptabilité d'exercice, sans adoption explicite des IPSAS, mais avec une consolidation des pratiques de reporting (IFAC, 2025).

**Tableau N°1 : Expériences internationales d'adoption des IPSAS**

| Pays | Modèle d'adoption | Objectifs stratégiques | Obstacles rencontrés | Effets observés / Résultats attendus | Facteurs de réussite identifiés |
|------|-------------------|------------------------|----------------------|--------------------------------------|---------------------------------|
|      |                   |                        |                      |                                      |                                 |

|                         |                                                                  |                                                                         |                                                                                                     |                                                                            |                                                                |
|-------------------------|------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|
| <b>Nouvelle-Zélande</b> | Intégration complète en base d'exercice                          | Transparence accrue, crédibilité institutionnelle, confiance            | Besoin de formation continue, adaptation normative, exigence technologique                          | Souveraineté financière renforcée, gouvernance intégrée                    | Leadership stable, institutions solides, SI de haut niveau     |
| <b>Kenya</b>            | Transition planifiée vers la comptabilité d'exercice (2024–2027) | Responsabilité budgétaire, confiance des bailleurs internationaux       | Résistances internes, déficit de compétences en comptabilité d'exercice, couverture IFMIS partielle | États financiers conformes prévus en 2025, pleine adoption visée en 2027   | PSASB actif, feuille de route claire, appui multilatéral       |
| <b>Ghana</b>            | Transition progressive                                           | Fiabilité de l'information financière, amélioration du crédit souverain | Coordination institutionnelle faible, besoins accrus en formation, financement                      | Transition achevée en 2024, gouvernance financière renforcée               | Collaboration ICAG–CAGD, législation explicite                 |
| <b>Brésil</b>           | Hybridation fédérale                                             | Harmonisation intergouvernementale, consolidation de la transparence    | Fragmentation des SI, disparités régionales, faible contrôle central                                | Convergence partielle selon les entités, progrès inégaux                   | Flexibilité territoriale, référentiel MCASP                    |
| <b>Tunisie</b>          | Réforme postrévolutionnaire                                      | Redevabilité accrue, pilotage stratégique                               | Instabilité politique, SIG peu développé, absence de généralisation                                 | États patrimoniaux pilotes, modernisation en phase initiale                | Approche multisectorielle, soutien de partenaires comme la BAD |
| <b>Algérie</b>          | Expérimentation sectorielle                                      | Transparence budgétaire, alignement aux standards internationaux        | Cloisonnements administratifs, SIGFIP obsolète, gouvernance dispersée                               | Adoption fragmentée, évolution ralentie                                    | Volonté politique centrale, pilotage stratégique               |
| <b>France</b>           | Hybridation normative via la LOLF                                | Optimisation de la performance publique, durabilité des finances        | Dualité comptable, résistance au changement                                                         | Consolidation des rapports financiers, innovation budgétaire (budget vert) | Culture du contrôle interne, expérimentation encadrée          |

L'analyse comparative met en évidence la pluralité des trajectoires nationales d'adoption des normes IPSAS, soulignant l'interaction complexe entre facteurs techniques, politiques et institutionnels. Si certaines juridictions, à l'instar de la Nouvelle-Zélande, ont démontré la faisabilité d'une transition intégrale, d'autres expérimentent des approches graduelles ou

hybrides, plus compatibles avec leurs contraintes internes. Le succès de l'implémentation des IPSAS dépend dès lors moins de la norme elle-même que de sa capacité à s'insérer dans une stratégie de transformation globale, soutenue par un leadership fort, des ressources adaptées et une coordination institutionnelle efficace.

## **Discussion**

L'adoption des normes IPSAS dans le secteur public représente bien plus qu'un changement comptable : elle engage une réforme profonde des modes de gestion, de transparence et de gouvernance des finances publiques. À partir des résultats de notre analyse documentaire et des études de cas comparées, cette section propose une discussion structurée autour de quatre axes fondamentaux découlant de notre problématique : les enjeux et bénéfices liés à l'adoption des IPSAS ; les obstacles institutionnels, techniques et humains rencontrés ; leur contribution à la transparence et à la gouvernance ; et enfin, les enseignements tirés des expériences internationales.

### **1. Enjeux et bénéfices liés à l'adoption des normes IPSAS**

L'adoption des normes IPSAS (International Public Sector Accounting Standards) représente une transformation fondamentale du cadre comptable public. Elle vise à substituer à la logique de caisse une comptabilité d'exercice, mieux adaptée à la complexité croissante de la gestion des finances publiques. Ce changement vise à répondre à plusieurs enjeux majeurs : améliorer la qualité de l'information financière, renforcer la soutenabilité budgétaire, et moderniser les instruments de pilotage économique et financier.

Les bénéfices attendus sont considérables. D'abord, sur le plan de la fiabilité, les IPSAS permettent une évaluation exhaustive des actifs et passifs, incluant les engagements hors bilan (retraites, garanties, partenariats public-privé, etc.), ce qui améliore la visibilité à long terme des finances publiques. Ensuite, en rendant les comptes publics plus comparables entre pays, les IPSAS favorisent l'intégration dans les circuits financiers internationaux et facilitent l'accès au financement extérieur.

Le cas de la Nouvelle-Zélande illustre pleinement ces effets : en adoptant dès les années 1990 un référentiel IPSAS-compatible, le pays a renforcé sa position financière, stabilisé son niveau d'endettement et accru la confiance des marchés dans la politique budgétaire nationale (Lüder & Jones, 2022). Le Brésil, quant à lui, a vu dans les IPSAS un outil pour harmoniser ses pratiques comptables fédérales, mieux évaluer ses engagements sociaux, et améliorer la gouvernance fiscale à l'échelle des entités fédérées (Silva et al., 2023). En Afrique, l'adoption des IPSAS est également perçue comme un levier d'attractivité financière et d'amélioration de la notation souveraine, en particulier au Kenya et au Ghana, où les gouvernements entendent renforcer leur crédibilité vis-à-vis des bailleurs et des partenaires internationaux.

### **2. Obstacles institutionnels, techniques et humains à la mise en œuvre**

Malgré les bénéfices potentiels, l'implémentation des IPSAS reste confrontée à des obstacles structurels majeurs. Sur le plan institutionnel, l'un des freins les plus fréquents réside dans la résistance au changement au sein des administrations publiques. La réforme touche des pratiques anciennes, souvent ancrées dans des cadres réglementaires rigides. L'absence d'un appui politique fort ou d'une vision stratégique claire peut également ralentir le processus.

Au niveau technique, la transition vers la comptabilité d'exercice nécessite des systèmes d'information performants, capables de collecter, centraliser et traiter des données comptables fiables en temps réel. Or, dans plusieurs pays d'Afrique du Nord comme la Tunisie ou l'Algérie,

les infrastructures informatiques sont souvent obsolètes ou fragmentées, et les procédures d'enregistrement patrimonial incomplètes, ce qui limite la capacité à produire des états financiers conformes aux IPSAS.

L'aspect humain constitue un autre obstacle central. L'adoption des IPSAS implique une montée en compétences importante des cadres financiers, notamment dans des domaines techniques comme l'évaluation des immobilisations, la comptabilisation des passifs conditionnels ou la consolidation des comptes. Le manque de formation initiale et continue, associé à une faible spécialisation comptable dans le secteur public, freine l'appropriation des nouvelles normes. Néanmoins, certains pays comme le Ghana ont adopté une approche progressive et capacitaire, déployant un plan de formation et d'assistance technique en trois phases sur dix ans, permettant une appropriation graduelle par les agents publics (Opoku et al., 2023).

### **3. Contribution des IPSAS à la transparence, à la gouvernance et à la gestion des finances publiques**

Au-delà de la réforme comptable, les IPSAS constituent un levier de transformation globale de la gouvernance publique. En favorisant une information financière complète et sincère, elles améliorent les mécanismes de reddition de comptes et renforcent la transparence budgétaire. Les citoyens, les parlementaires, les institutions de contrôle et les bailleurs disposent ainsi d'une base plus fiable pour évaluer la performance publique.

Les IPSAS renforcent également la gouvernance en introduisant des normes internationales de qualité, qui permettent de structurer les obligations de reporting, d'évaluer les engagements à long terme et de prendre des décisions fondées sur des données probantes. Elles encouragent par ailleurs une gestion plus responsable du patrimoine public et une meilleure évaluation des risques financiers.

Le cas de la Nouvelle-Zélande montre à quel point une application intégrale des IPSAS peut transformer les rapports entre l'administration et les citoyens, en instaurant une culture de performance, de transparence et de confiance. En Algérie et en Tunisie, bien que l'adoption reste partielle, les premières initiatives liées aux IPSAS ont permis de structurer la gestion des actifs non financiers, d'introduire des outils d'analyse patrimoniale, et de rapprocher les pratiques nationales des standards internationaux. Dans le cas du Kenya, la réforme a été associée à un programme de transparence budgétaire et de publication des comptes consolidés, améliorant significativement la gouvernance fiscale.

### **4. Enseignements tirés des expériences nationales et internationales**

L'analyse comparée des trajectoires nationales révèle que l'adoption des IPSAS ne peut suivre un modèle unique. Elle nécessite une adaptation au contexte local, à la capacité institutionnelle, et au niveau de maturité comptable et technologique. Trois facteurs apparaissent déterminants dans la réussite de la réforme : une volonté politique affirmée, une planification stratégique graduelle, et un accompagnement soutenu en matière de renforcement des capacités.

Le Kenya illustre l'importance du leadership institutionnel et de la cohérence des politiques publiques. Le Ghana, par son approche progressive, montre qu'une transition maîtrisée est possible même avec des ressources limitées. La Nouvelle-Zélande, quant à elle, met en évidence l'intérêt d'intégrer les IPSAS dans une réforme plus large de la gestion publique, incluant performance, transparence et responsabilisation.

À l'inverse, des pays comme la France, la Tunisie ou l'Algérie illustrent les limites d'une adoption partielle ou sans cadre stratégique unifié : l'absence de dispositifs intégrés et la cohabitation entre systèmes anciens et nouveaux peuvent entraîner une complexité supplémentaire, réduire la lisibilité des comptes et ralentir les effets attendus.

En définitive, les expériences internationales confirment que les IPSAS ne sont efficaces que lorsqu'elles sont intégrées dans une démarche globale de réforme, pilotée, financée et adaptée. Elles ne constituent pas une solution technique isolée, mais un outil de transformation systémique au service de la gouvernance publique.

L'adoption des IPSAS constitue une réforme stratégique, exigeante mais nécessaire pour améliorer la qualité de l'information financière publique et renforcer la gouvernance. Toutefois, leur mise en œuvre dépend étroitement de la capacité des États à lever les verrous institutionnels et techniques, à former leurs ressources humaines et à inscrire cette transition dans une dynamique plus large de modernisation des finances publiques. Les expériences internationales montrent que le succès repose sur une volonté politique forte, une approche graduelle et un accompagnement adapté aux spécificités nationales. Les IPSAS, bien intégrées, peuvent ainsi devenir un levier puissant de transparence, de crédibilité budgétaire et de performance publique.

### **Conclusion :**

*L'adoption des Normes Internationales de Comptabilité du Secteur Public (IPSAS) représente, dans le contexte actuel, une phase fondamentale de la réforme et de la modernisation des finances publiques à l'échelle mondiale. Ce procédé, qui cherche à établir un cadre réglementaire harmonisé, pose de nombreux défis et comporte des avantages notables, tant au niveau local qu'international.*

*Les IPSAS représentent un outil stratégique pour améliorer la qualité de l'information financière, renforcer la discipline budgétaire et augmenter la transparence, la comparabilité et la responsabilité dans la gestion des ressources publiques. En améliorant la clarté des finances publiques, elles aident à améliorer la gouvernance, à professionnaliser le management public et à renforcer la confiance des citoyens ainsi que celle des partenaires internationaux. Dans les nations ayant réalisé cette réforme, comme la Nouvelle-Zélande, le Kenya ou le Ghana, des progrès concrets ont été notés en ce qui concerne la transparence, la reddition des comptes, le pilotage stratégique et l'évaluation de la performance publique*

*Toutefois, ce passage à un nouveau cadre ne se fait pas sans obstacles. L'étude souligne des obstacles institutionnels, techniques et humains : inadéquation des cadres juridiques, obsolescence des systèmes d'information, déficit de compétences spécialisées, résistance au changement et lenteur administrative. Ces barrières sont d'autant plus prononcées dans les pays en voie de développement, où les moyens financiers et techniques sont fréquemment restreints. Au regard de ces limitations, l'analyse comparative met en avant l'importance d'une démarche progressive, organisée et adaptée à la situation. Différents facteurs influencent le succès de l'application des IPSAS : un engagement politique solide et pérenne, l'ajustement des normes aux réalités locales, l'établissement de programmes de formation continue et une gouvernance de projet explicite, transparente et cohérente. La coopération mutuelle, le soutien local et international, ainsi qu'une direction stratégique des réformes se révèlent aussi comme des éléments clés pour surmonter les résistances et garantir la durabilité du changement.*

*En somme, les IPSAS ne doivent pas être considérées comme un but ultime, mais plutôt comme un instrument efficace pour moderniser les finances publiques et renforcer la légitimité*

*démocratique. Une mise en œuvre réussie nécessite une approche globale, prévoyant les obstacles et associant toutes les parties concernées. C'est par ce moyen que l'administration publique pourra progresser vers une plus grande efficacité, transparence et crédibilité, en faveur du développement socio-économique et de la relation de confiance entre l'État et les citoyens.*

**Références :**

1. Leung, P., Chan, S., & Cheng, M. (2022). *Public sector accounting and accountability*. Routledge.
2. International Federation of Accountants [IFAC]. (2023). *Handbook of International Public Sector Accounting Standards*. IFAC.
3. Fonds Monétaire International [FMI]. (2024). *Perspectives économiques régionales*. Département des finances publiques.
4. Heald, D., & Georgiou, G. (2011). The macro-fiscal role of public sector accounting. *Public Money & Management*, 31(1), 35-42.
5. Gutiérrez, J., & Martínez, L. (2023). Comparative study of IPSAS adoption. *Journal of Public Financial Management*, 5(2), 77-95.
6. Polzer, T., et al. (2021). *Public sector accounting reforms in Africa* (IMF Working Paper No. WP/21/144). IMF.
7. Bierstaker, J., & Herrera, M. (2021). Transparency and performance in government finance. *Journal of Accounting Research*, 59(3), 845-870.
8. Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE]. (2021). *Revue de la gouvernance budgétaire*. OCDE.
9. Epstein, B. J., & Mir, M. (2020). *Interpretation and application of IPSAS*. Wiley.
10. KPMG. (2023). *IPSAS adoption guide for public sector entities*. KPMG International.
11. PwC. (2023). *Transitioning to IPSAS: Challenges and strategies*. PricewaterhouseCoopers.
12. Lourenço, R. P., et al. (2015). Financial reporting in the public sector. *Public Money & Management*, 35(3), 219-226.
13. Mwangi, W., et al. (2022). IPSAS implementation in Sub-Saharan Africa. *African Journal of Accounting*, 10(1), 55-74.
14. Sarr, M., & Ndiaye, M. (2023). Réformes comptables en Afrique francophone. *Revue Africaine de Comptabilité*, 8(2), 101-120.
15. Christiaens, J., et al. (2015). IPSAS in Europe: A comparative study. *Accounting in Europe*, 12(1), 1-22.
16. Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE]. (2022). *Renforcer les institutions fiscales publiques*. OCDE.
17. Benito, B., & Brusca, I. (2011). International accounting standards for the public sector. *Public Money & Management*, 31(3), 189-196.
18. Andrews, M., & Bawa, S. (2021). Budgeting for reform in Africa. Harvard Kennedy School.
19. Liguori, M., et al. (2012). Accounting for results in the public sector. *Public Management Review*, 14(7), 909-933.
20. Trabelsi, S., et al. (2022). L'expérience tunisienne en comptabilité publique. *Revue Tunisienne de Gestion*, 19(2), 33-54.
21. Banque Africaine de Développement [BAD]. (2019). *État de la réforme de la gestion publique en Tunisie*. BAD.
22. Bouzidi, L. (2021). Gouvernance financière en Algérie. *Cahiers du CERES*, 5(1), 65-88.
23. Belkacem, R., et al. (2023). Réformes financières et blocages institutionnels. *Revue Algérienne d'Économie*, 8(1), 45-67.
24. Mazars. (2021). *Référentiel comptable de l'État français*. Mazars.

25. Dabbène, G., & Martini, F. (2020). La réforme budgétaire en France. *Revue Française de Finances Publiques*, 151(2), 77-96.
26. Casta, J. F., & Colas, B. (2023). *Comptabilité publique et performance*. Economica.
27. Silva, R., et al. (2023). Federal accounting in Brazil: IPSAS hybrid model. *Latin American Journal of Accounting*, 14(1), 50-72.
28. Opoku, E., et al. (2023). Capacity building for IPSAS. *Ghana Journal of Public Administration*, 6(2), 99-118.
29. Alessa, A., et al. (2025). Reforming fiscal transparency. *IMF Technical Notes and Manuals*, 25(3), 1-27.

**Liste des abréviations**

IPSAS : International Public Sector Accounting Standards  
IFAC : International Federation of Accountants  
FMI : Fonds Monétaire International  
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques  
BAD : Banque Africaine de Développement  
SIGFIP : Système Intégré de Gestion des Finances Publiques  
ICAG : Institute of Chartered Accountants, Ghana  
CAGD : Controller and Accountant General's Department (Ghana)  
PSASB : Public Sector Accounting Standards Board  
LOLF : Loi Organique relative aux Lois de Finances